

Rêvons un peu ! Et si Rennes devenait...

...La première ville du patrimoine social ?

...La première ville sans mal logement ?

Comme le rappelle l'office de tourisme de Rennes sur son site, « *les journées Européennes du Patrimoine des 15 et 16 septembre 2018 sont l'occasion de visiter des lieux habituellement fermés au public [...] afin de vous faire découvrir de l'intérieur le patrimoine exceptionnel de la capitale bretonne.* »

Tant mieux. Mais **il est un patrimoine de la capitale bretonne que vous ne pourrez découvrir ce week-end** : celui qui permettrait de mettre fin au fait que, chaque nuit, des dizaines d'êtres humains – des enfants, des femmes, des hommes – sont obligé-e-s de « dormir dehors », sur les trottoirs, dans des parcs ou des cages d'immeuble...

Pourtant, il ne faudrait pas beaucoup d'imagination et si peu de moyens financiers pour qu'en quelques heures, aucun-e être humain ne soit plus jamais laissé-e à la rue.

Lors des journées du patrimoine, **nous pourrions alors découvrir tout ce qui avait été inventé pour « vivre en intelligence » à Rennes.**

RÊVONS UN PEU...

Rennes en 2023...

Lors des journées du patrimoine, on commencerait par visiter le **gymnase réquisitionné en urgence par l'État** en 2022 afin que plus personne ne soit laissé-e sans solution.

Dans ce gymnase, un-e fonctionnaire à la retraite nous raconterait comment, lors de son ouverture, chaque être humain à la rue – avec ou sans papiers, quel que soit son âge, quelle que soit sa situation familiale – avait été accueilli-e.

Puis on découvrirait en plein centre-ville un vieux bâtiment longtemps resté vide et sans vie avant que l'État ne décide de le rénover au plus vite pour en faire un **centre d'hébergement inconditionnel, ouvert 24 heures sur 24.**

Dans ce bâtiment rénové, d'autres fonctionnaires à la retraite nous expliqueraient que ce centre avait été réclamé par des dizaines d'associations, de syndicats et de partis, avant de devenir réalité. Nos retraité-e-s heureux et fiers nous feraient visiter les chambres et les espaces collectifs dans lesquels les personnes à la rue vivaient dans l'attente d'un logement individuel.

La visite continuerait par la découverte de l'un de ces **1000 logements vides réquisitionnés et rénovés par l'État** dans l'objectif d'organiser, comme on dit aujourd'hui, un « *parcours de sortie de la pauvreté* ».

Mais la visite ne s'arrêterait pas là car un-e agent municipal à la retraite nous ferait découvrir les bâtiments municipaux que la mairie de Rennes avait créés, dès 2018, pour pallier les carences de l'État, lorsque Macron était encore Président. En effet, si l'État était alors le premier responsable de l'application du droit fondamental à l'hébergement, il refusait d'assumer ses responsabilités.

Alors il envoyait ses policiers faire le sale boulot en expulsant des enfants, des femmes, des hommes des lieux dans lesquels ces êtres humains avaient la dignité de se réfugier : les squats, les campements, les occupations, parfois même les trottoirs... L'État macronien préférait prendre le risque de laisser encore plus de gens « mourir dehors »... C'est pourquoi la mairie logeait tout le monde...

Un dernier musée nous ferait découvrir l'ascension foudroyante de la maire de Rennes. S'étant soudainement libérée du parti « socialiste » en 2018, à la suite d'une occupation du CRIJ qui l'avait métamorphosée, elle avait surpris tout le monde en proclamant : « Rennes, ville du patrimoine social et du logement pour tous et toutes ».

Rapidement rendue populaire par sa politique municipale, elle avait remporté les élections présidentielles de 2022 dès le 1^{er} tour et elle avait immédiatement appliqué à l'échelle nationale tout ce qu'elle avait inventé pour Rennes...

DRING !!! AÏE ! RÉVEIL BRUTAL...

Nous sommes le samedi 15 septembre 2018. **Des personnes à la rue continuent de se battre pour trouver un lieu où dormir ce soir. Elles viennent de quitter le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) de Bretagne dans lequel elles avaient trouvé refuge puisque l'État refuse de les héberger.**

En effet, mercredi dernier, une occupation du CRIJ a été lancée par le Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes et rejointe par l'association Un Toit c'est Un Droit. Au début, il s'agissait de trouver une solution pour 1 famille, puis pour 3, 6... L'une de ces familles, avec 5 enfants, dormait depuis trois nuits à République.

Les salarié-e-s du CRIJ ont immédiatement témoigné de leur solidarité.

Mercredi soir, 30 personnes à la rue devaient dormir dans le CRIJ mais, à minuit, elles étaient 50 après l'expulsion indigne, par la préfecture, d'un campement de personnes à la rue qui s'étaient organisées dans le parc Saint-Cyr.

Jeudi, en l'absence de toute action de l'État, la mairie de Rennes a ouvert un gymnase, avec l'appui de la Croix Rouge, pour héberger uniquement les familles avec enfant. Elle a en revanche refusé les 18 personnes sans enfants qui cherchent encore un lieu aujourd'hui.

Pour faire de Rennes la première ville du patrimoine social et du logement pour tous et toutes, REJOIGNEZ-NOUS !

Plus d'infos sur la page facebook « Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes - CSP 35 »

Les ex-occupant-e-s du CRIJ